4%, quand ceux d'aujourd'hui dont la retenue n'a pas encore dépassé 2%, reçoivent pleine pension? Je ne le crois pas. Et cependant c'est ce qui arrivera, si nous n'en faisons rien. Et lors même que ma motion viendrait à prendre effet, j'hésite à croire qu'elle soit suffisante pour rendre justice à tout le monde. Que le gouvernement nous vienne en aide, ainsi que nous l'a si bien dit M. Magnan, il n'y a qu'un instant, c'est fort bien. Mais d'ici là, je crois qu'il est de notre devoir de prendre en sérieuse considération nos intérêts à ce sujet.

M. l'inspecteur Demers signale encore quelques défauts de notre loi qu'il viendrait de corriger, après quoi vu l'heure trop avancée pour continuer la discussion sur ces amendements, il est adopté sur la proposition de M. F.-X.-P. Demers, appuyé par M. B. Lippens de ne pas donner immédiatement suite au rapport du comité et de ne proposer pour le moment aucun amendement à la loi; mais que ces amendements ou autres soient laissés à la discrétion du comité qui jugera du temps opportun de les discuter de nouveau devant cette assemblée.

L'honorable Surintendant après avoir suivi toute cette discussion et entendu les raisons données au sujet des finances de la commission administrative, a bien voulu suggérer à l'assemblée d'envoyer aux trois branches de la Législature, une requête basée sur la partie de son rapport qui a trait au Fonds de pensions et sur le travail des conférences à ce sujet, pour demander au gouvernement une aide suffisante afin d'assurer le bon fonctionnement de la loi.

L'hon. M. Ouimet nous a aussi donné l'assurance que le gouvernement actuel n'amendera jamais notre loi sans en avoir obtenu l'assentiment des conférences.

Il a été fait lecture, au cours de cette discussion, d'une lettre venant du département de l'Instruction publique, en réponse à une résolution adoptée par cette Association à la séance du mois de septembre dernier (1)

(1) Voir rapport du secrétaire, livraison d'octobre 1894 du *Journal de l'Instruction publique*, p. 153.

et transmise aussitôt au comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

Voici cette lettre :

No 1998-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 17 septembre 1894.

M. NAPOLEON BRISEBOIS, Secrétaire de l'Association des Instituteurs, No 671, rue St-André, Montréal.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique donnera toute son attention à la requête que vous m'avez transmise de la part des Instituteurs de la circonscription de l'École normale Jacques-Cartier, demandant que la prise en considération de certains amendements proposés à la loi du Fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire soit remise à plus tard, dont il a pris communication à sa séance du 13 septembre courant.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

PAUL DE CAZES,

Pour le Surintendant.

Le secrétaire donne ensuite lecture d'une lettre provenant du département de l'Agriculture en réponse à notre demande de l'envoi gratuit du *Journal d'Agriculture* aux inspecteurs d'écoles, aux instituteurs et aux institutrices de la province, demande qui est encore sous considération.

M. F.-X.-P. Demers propose, appuyé par M. H.-O. Doré, que des remerciements soient offerts à Sa Grandeur Mgr l'archevêque de Montréal, aux Messieurs du clergé, à l'hon. Surintendant, à MM. Leprohon et Gray, membres du Conseil de l'Instruction publique, à M. C.-J. Magnan, président de l'Association des Instituteurs de Québec, pour l'honneur qu'ils ont fait à l'Association d'assister à sa centième conférence, et dont